



Villes et innovation : le défi de la gouvernance

Une ville intelligente, plus économe en énergie et en eau, plus sûre, plus résiliente face aux risques naturels, où l'on s'installe, circule et communique plus facilement ? « Les technologies sont prêtes », entonnent en chœur les industriels concernés. Démonstrations et chantiers en cours ou en projet à l'appui, présentés lors des conventions qui se sont multipliées ces derniers mois (en juin, « Innovative City » à Nice, « Futurs possibles » à Paris, « Energies et Bâtiments » à Lyon, « Smart Cities Europe » à Londres). Cependant, revient comme un leitmotiv la question de la coordination des chantiers de « smart cities ».

« Repenser un territoire à partir de l'expérience du citoyen-usager, cela implique une capacité de traitement des données et d'analyse prédictive que nous maîtrisons », avance Sylvie Spalmacin-Roma, VP responsable du programme Smarter Cities d'IBM France. De Rio à Moscou, de Lyon à Singapour, les algorithmes en question sont effectivement à l'oeuvre pour satisfaire aux exigences des politiques de mobilité des grandes agglomérations. Même constat au niveau des réseaux de communication, comme le rappelait Robert Vassoyan, directeur général de Cisco France, en signant début juin un accord de coopération pleine et entière aux projets d'EcoVallée et de « ville durable et interconnectée » de la Métropole Nice-Côte d'Azur. Ou encore, de la part de Steria, partenaire du projet IssyGrid, réseau intelligent (optimisation de la gestion énergétique) à l'échelle d'un quartier lancé par la ville d'Issy-les-Moulineaux.

Suite page 7



Villes et innovation : le défi de la gouvernance

Les projets de villes intelligentes aiguillonnent l'inventivité des fournisseurs de technologie. Au vu de retours sur investissements prometteurs ou avérés, des collectivités de toutes tailles n'hésitent pas à s'engager dans des chantiers au long cours. Qui, de ce fait, réclame un accompagnement.

Suite de la page 1

Autrement dit, pour une collectivité qui décide de prendre à bras le corps les problématiques liées à l'amélioration des conditions de vie en ville, l'expérience montre qu'elle ne trouvera aucun frein du côté des fournisseurs de technologie.



Sylvie Spalmacin-Roma

« Ce qui prend le plus de temps », ajoute Sylvie Spalmacin-Roma, « c'est la définition et la mise en place de la gouvernance d'un tel projet ». Car non seulement dans ce contexte, il s'agit de faire fonctionner un écosystème complexe d'intervenants publics et privés. Mais entre aussi en jeu la capacité à assumer un projet de transformation voire une innovation de rupture. « Si dans le secteur privé, une bonne part des entreprises comprend qu'un programme de transformation rime avec refonte stratégique, et pas seulement

avec réduction des coûts, pour les collectivités, le fait est plus nouveau », constate la représentante d'IBM. Nouveau mais d'autant plus crucial qu'on ne peut plus guère faire l'impasse sur la limitation des ressources. Sans oublier l'existant, dont la rénovation importe tout autant, sachant par exemple que « 75% du parc immobilier de 2050 est déjà construit », comme le rappelait le préambule des rencontres « Energies et Bâtiments » à Lyon. « Jusque là, on avait tendance dans ce milieu à raisonner sur fond de programmes d'infrastructures lourds lancés pour deux ou trois décennies. Mais l'espace public, la place pour de nouvelles routes par exemple, est restreint ». De toutes parts, « le traitement des données devient une composante majeure de l'avenir et de l'attractivité du territoire d'une part, et source d'économie dans l'utilisation de l'argent public, d'autre part », plaide Sylvie Spalmacin-Roma.

D'aucuns montrent la voie. Telle la ville de Besançon qui, depuis huit ans, a entrepris une refonte de la gestion des actifs et des systèmes urbains (bâti, voirie, eau, espaces verts, énergie, etc). Avec pour résultat une réduction mesurée de 15 à 20% des coûts d'opération. Ou plus récemment le projet Optimod du Grand Lyon (communauté urbaine) regroupant douze partenaires (8 entreprises, trois organismes de recherche, charte partenariale signée en avril 2012) sur un projet d'optimisation de la mobilité en ville (voyageurs et fret), allant jusqu'à prévoir un effet de levier « considérable » entre le budget du projet (6,9 millions d'euros sur trois ans) et les retombées économiques (83 millions sur vingt ans). Montrer la voie, en l'occurrence, commence par une gouvernance bien établie.

Ce qui, pour les collectivités, signifie la fin de l'organisation en silos qui, trop souvent encore, entrave les projets innovants. Comme le relève le cabinet Ovum (« Opportunity and Innovation in Smart Cities », mai 2012), « le potentiel de ce marché foisonnant est encore inhibé par des standards immatures, des infrastructures rigides et en silos, des budgets limités, des processus de prise de décision fragmentés et politisés ». Des inhibiteurs qu'il importe, selon l'analyse d'Ovum, de ne pas sous-estimer qu'il s'agisse de projets d'envergure (« top-down », attirant des grands industriels et autres développeurs) ou d'initiatives plus modestes (« bottom-up ») ayant trait par exemple à l'amélioration de l'interaction sociale).

Montrer la voie, commence par une gouvernance bien établie

Selon Sylvie Spalmacin-Roma, « rares sont les directions des services généraux de collectivités capables d'adosser d'emblée un projet sur une gouvernance transversale, où chaque direction apporte de la valeur à l'autre ». A contrario, si Singapour a pu, en moins d'un an, concrétiser son projet d'améliorer la situation du trafic urbain et de la pollution sur la base de systèmes intelligents (analyse prédictive), c'est aussi et surtout parce que la gouvernance en était clairement assurée par le Land Transport Authority. C'est d'ailleurs la direction que prennent le programme Optimod à Lyon, ou EcoCité à Montpellier. Qui dit gouvernance implique non seulement une coordination mais aussi un suivi, un accompagnement tout au long des projets, là encore de manière transversale. Une évidence dès lors que le traitement et la circulation de l'information constituent le cœur même et le moteur des projets (éviter le cloisonnement, les duplications inutiles). Autant dire un marché pour l'accompagnement par des consultants. ■

Anne-Marie ROUZÉ

Sur le web :

-Optimod Lyon sur www.grandlyon.com
-EcoCité : www.montpellier-agglo.com
-Métropole Nice-Côte d'azur : <http://www.ecovallee-plaineduvar.com/>
-les projets de 100 villes recevant une contribution de la Fondation IBM : www.smartcitieschallenges.org
-un magazine TV dédié sur la toile : www.smart-cities.tv

Tech-C

→ IBM apporte la réalité augmentée dans une allée commerçante

by [itechover](#) on juil 13, 2012 • 11 h 38 min [Pas de commentaire](#)

Bien que les achats en ligne progressent rapidement au détriment des achats en boutique, la majorité des consommateurs (92 pour cent, selon Forrester Research) font encore leurs achats en magasin. Mais Internet fournit une multitude de renseignements sur les produits sous la forme de commentaires et de comparaisons, ainsi que des offres spéciales et promotions. De ce fait, les acheteurs naviguent de plus en plus dans leurs appareils mobiles en magasin. Les chercheurs dans les laboratoires de IBM sont à la recherche d'une solution plus facile permettant aux acheteurs d'obtenir les détails du produit et des offres en magasin de manière instantanée avec une nouvelle application d'achat utilisant la réalité augmentée.

→ L'application, qui est en cours de développement dans le laboratoire de recherche d'IBM à Haïfa, en Israël, ne repose pas sur les codes à barres des étiquettes ou le RFID pour reconnaître les produits; mais utilise à la place la caméra de l'appareil mobile et compare l'image avec celle de l'emballage du produit dans une base de données. Les algorithmes de traitement d'image combinent des techniques utilisées dans la reconnaissance faciale, la couleur et la correspondance de forme, et les associations avec des produits environnants. L'application prend également en compte l'angle de la caméra et la distance par rapport au produit pour distinguer les produits.

Une fois que le produit est reconnu, l'application va alors superposer les détails numériques du produit sur l'image. Cela peut inclure des informations nutritionnelles, prix, avis et des remises sur l'offre à ce moment-là. Les consommateurs peuvent également choisir d'utiliser la fonctionnalité réseau social qui vont leur permettre de voir des commentaires ou des critiques des amis et famille sur un produit particulier sur l'information affichée.

